

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3865 - VENDREDI 6 NOVEMBRE 2020

## CONSULTATIONS

# FCC-CACH, les signaux de la rupture se précisent



Les anciens candidats à la présidentielle de 2018

Les anciens candidats à la Présidentielle de 2018 étaient à l'honneur ce jeudi 5 novembre au Palais de la nation. Ils ont été reçus par le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, dans le cadre des consultations des forces politiques et sociales qu'il a initiées aux fins d'aboutir à la création d'une Union sacrée de la nation.

Chacune de ces personnalités était porteuse d'un mémorandum qu'il a présenté, séance tenante, au Chef de l'Etat, après en avoir exposé la substance. D'après Kin Kiey Mulumba qui revendique son appartenance au CACH, le Chef de l'Etat a pris le temps d'écouter ses différents interlocuteurs qui, a-t-il dit, adhèrent à son discours et veulent qu'il y ait un grand changement dans le pays.

Page 3

## ETUDE N-MODA

### Un baromètre pour améliorer les conditions de vie de l'enfant



Des enfants congolais

Présenté à l'issue d'un atelier résidentiel tenu récemment à Kisantu, dans le Kongo-central, l'étude qui porte sur la pauvreté

multidimensionnelle de l'enfant en République démocratique du Congo (Moda), permet de produire plusieurs types d'ana-

lyses qui favorisent l'identification des enfants privés et non privés.

Cet outil permet, en outre, de calculer les dimensions de bien-être dans lesquelles les enfants sont privés, le nombre de privations subies par chaque enfant, d'examiner les privations simultanées, d'estimer des indices de privation multidimensionnelle et d'étudier le chevauchement entre diverses approches pour mesurer la pauvreté de l'enfant aussi bien monétaire que multidimensionnelle.

Page 4

## PALU

### Dorothee Gizenga bat le rappel des troupes pour une table ronde



S'inscrivant en faux contre les deux congrès prévus le 11 et le 30 novembre 2020 par les deux tendances qui ont pris corps au sein du Parti lumumbiste unifié (Palu), la fille du patriarche Antoine Gizenga Fundji et cadre de cette formation politique, Dorothee Gizenga, appelle toutes les parties à une table ronde pour tracer l'avenir de leur parti.

Elle conseille également aux

cadres et militants de ce parti, de remettre en cause tout ce qui les divise, et de ne pas participer à l'un ou l'autre congrès parce que contraires aux textes de cette formation politique. Ceci, a-t-elle dit, en vue de faire honneur au patriarche et à d'autres pères fondateurs de leur parti dont la survie dépend du dépassement de tous les cadres et militants.

Page 3

## CAN 2022/ÉLIMINATOIRES

### Christian N'sengi convoque vingt-quatre présélectionnés et huit réservistes contre l'Angola

Ils sont au total trente-deux joueurs présélectionnés pour les deux rencontres de la troisième et quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations prévues dans deux ans au Cameroun. La liste rendue pu-

blique, le 4 novembre 2020, par le sélectionneur des Léopards affiche vingt-quatre présélectionnés et huit réservistes dont un bon nombre était au stade de la sélection au Maroc en octobre 2020.

Christian N'Sengi a joué à la prudence avec huit joueurs retenus comme réservistes au cas où certains pourront être butés aux contraintes sanitaires dues à la pandémie de covid-19.

Page 5

## ÉDITORIAL

## Changements

Les feux se mettant au vert pour Joe Biden aux Etats-Unis et même si Donald Trump multiplie les actions judiciaires afin d'empêcher ou de retarder le plus possible l'entrée de son adversaire à la Maison-Blanche, le temps est venu de dessiner les grands changements qui marqueront très probablement cette nouvelle présidence. Des changements que l'on peut ainsi résumer en quelques mots :

D'abord un comportement moins agressif, plus diplomatique, moins provocateur, plus conforme aux traditions de la résidence américaine qui permettra de réduire les tensions entre les grandes nations suscitées par les tweets rageurs de Donald Trump sur le web et par ses prises de position pour le moins brutales dans des domaines très sensibles.

Ensuite un resserrement des liens avec les partenaires traditionnels de l'Amérique, l'Europe tout particulièrement, que le repli sur soi des Etats-Unis, l'« America first », prôné par Donald Trump inquiétait au plus haut point car il affaiblissait fortement le camp occidental dans le moment même où les cartes se rebattent sur la scène stratégique mondiale.

Ensuite, également, le retour des Etats-Unis dans le camp des nations qui tentent de lutter efficacement contre les dérives climatiques, un camp que Donald Trump avait quitté brutalement en se retirant de l'accord conclu à Paris lors de la Cop 21, provoquant un véritable « tsunami » que les défenseurs de la nature avaient très mal vécu.

Enfin, et ce n'est pas rien, une attention plus forte portée par la Maison-Blanche au monde émergent, l'Afrique tout particulièrement dont le poids humain ne cesse de croître et dont les grandes puissances comme la Chine ont fait à juste raison leur cible privilégiée ces dernières années dans le but affiché d'accroître leur influence à l'échelle mondiale.

Il se pourrait bien que l'Amérique de Joe Biden, si son élection est confirmée ce qui semble aujourd'hui très probable, suive une politique radicalement différente de celle appliquée par Donald Trump ces quatre dernières années. Une rupture dont nous pourrions tirer nous-mêmes de grands bénéfices.

Le courrier de Kinshasa

## KINSHASA

## Olpa soulagé après la libération de deux journalistes

L'organisation note qu'interpeller les journalistes pour des faits pour lesquels Ordynholas Mobala et Roublin Bamba avaient été retenus risquerait de porter un coup fatal à l'ambitieux projet du chef de l'Etat de faire de la presse un véritable quatrième pouvoir.



Ordynholas Mobala et Roublin Bamba

L'organisation non-gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de la presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), s'est dite soulagée, après la libération, le 4 novembre, du journaliste et du cameraman du magazine Bosolo na Politik, Ordynholas Mobala et Roublin Bamba.

Dans une lettre adressée la veille au vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, Olpa avait appelé ce dernier à ordonner la libération sans condition de deux

professionnels des médias ainsi que la restitution du matériel confisqué. L'organisation a, en outre, rappelé que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, avait reconnu, le 3 mai 2019, que les journalistes ont droit à la protection, à l'expression libre. « Ils doivent susciter le débat, mener des investigations et dénoncer ce qui ne marche pas au sein de la société », avait rappelé l'Olpa, citant le président de la République. A en croire cette organisation, interpeller donc les journalistes pour des faits précités risquerait de porter

un coup fatal à l'ambitieux projet du chef de l'Etat de faire de la presse un véritable quatrième pouvoir.

Dans son communiqué du 5 novembre, l'Olpa rappelle que ces deux professionnels des médias ont été libérés, le 4 novembre, après vingt-quatre heures de détention au cachot de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Ordynholas Mobala et Roublin Bamba, fait savoir l'organisation, ont été interpellés, le 3 novembre au Palais de la nation, par les agents se réclamant du Conseil national de sécurité, un service spécialisé de la Présidence de la République, alors qu'ils effectuaient un reportage sur les consultations de plusieurs couches de la société par le président Félix-Antoine Tshisekedi. l'Olpa note, par ailleurs, que ces deux employés du magazine Bosolo na politik ont été accusés d'avoir filmé et diffusé, le 3 novembre, une vidéo montrant trois proches collaborateurs du chef de l'Etat distraits par une causerie sans s'apercevoir de l'entrée de Félix-Antoine Tshisekedi dans la salle. Leur matériel de travail (camera et téléphones) avaient également été, à cette occasion, confisqués avant d'être conduits au cachot de l'ANR.

Lucien Dianzenza

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ingamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PALU

# Dorothee Gizenga bat le rappel des troupes pour une table ronde

La fille du Patriarche Gizenga Fundji et haut cadre de cette formation politique conseille à toutes les parties en conflit de s'asseoir autour d'une table pour l'intérêt de ce parti, en vue de préparer l'organisation du congrès qui va assurer l'avenir dudit parti politique.

Dans un appel urbi et orbi lancé, le 5 novembre, à Kinshasa devant les cadres et la base du Parti lumumbiste unifié (Palu) réunis à l'occasion d'une émission télévisée dont l'invitée a été la fille du patriarche Gizenga et cadre de cette formation politique, Dorothee Gizenga, cette dernière a appelé à une table ronde, en vue de baliser la voie pour l'avenir du Palu. Elle s'est inscrite en faux contre les deux congrès parallèles que veulent organiser les deux franges qui tendent à se former au sein du ce parti politique sexagénaire.

Dorothee Gizenga appelle toutes les parties en conflit à se réunir autour d'une table en vue de trouver un consensus pour l'organisation d'un congrès unique qui va mettre les bases de la continuité de cette formation politique. « Les deux congrès doivent être annulés et nous allons nous asseoir autour d'une table pour nous mettre d'accord et préparer un congrès unique », a-t-elle conseillé.

## La table ronde, seule alternative pour assurer la continuité

Dorothee Gizenga regrette que le bureau politique actuel tiennne le Palu, tous ses cadres et tous ses militants « en otage ». Elle en appelle à la démission de tous les membres de cet organe du parti, tout en conseillant cette table ronde pour régler les différends entre les parties en conflit. « Je vous recommande, aux noms du Patriarche Gizenga et des pères fondateurs de notre cher parti, de vous ressaisir et de vous joindre à la table ronde », a-t-elle conseillé.



Dorothee Gizenga, devant les cadres et militants du Palu/Adiac.

Toutefois, Dorothee Gizenga a, d'emblée, indiqué que les deux congrès prévus pour le 11 et le 30 novembre sont illégaux, illégitimes et contraires aux textes qui régissent le Palu. A l'en croire, aller à l'une de ces deux assises serait trahir le Palu, son leader Antoine Gizenga Fundji et les pères fondateurs de cette formation politique. « N'allez pas à ces congrès. Celui qui ira à ces congrès serait en

train de trahir le Palu. Et le bureau politique est là pour servir le parti et non les intérêts particuliers et égoïstes de ses membres », a-t-elle fait savoir aux cadres et autres militants de cette formation politique.

## Un effort collectif pour redynamiser le parti

Dorothee Gizenga, qui reconnaît qu'il n'est pas facile de recoller les

morceaux, profite de cette occasion pour retracer son parcours en tant que fille du Patriarche Antoine Gizenga Fundji, cadre du Palu et une Congolaise qui a porté haut l'étendard du pays à travers le monde. Indiquant qu'elle est née et a grandi dans les idéaux du Palu, Dorothee Gizenga note qu'elle est suffisamment outillée et garnie pour ne pas se décourager sous les tirs croisés venant de ses détracteurs, qui pensent qu'elle veut utiliser son affiliation au patriarche pour s'accaparer le parti. « J'ai été nommée coordonnatrice du comité d'organisation du congrès parce que j'ai été cadre de ce parti dans lequel j'ai été admise depuis 1980. Je suis une femme intelligente. J'ai grandi dans les convictions du parti. Je n'irai nulle part. Je reste ici, quelles que soient les calomnies. J'ai la poigne et la force », a-t-elle fait savoir. Mais Dorothee Gizenga appelle à une remise en cause générale en vue d'assurer l'avenir du Palu. « Tout ce qui vous divise doit être remis en cause pour aller au congrès unique. Même moi-même, mettez-moi en cause », a-t-elle conseillé.

## Le Palu va faire son chemin

Pour Dorothee Gizenga, bien qu'il soit difficile de recoller les mor-

ceaux, le Palu ne va jamais connaître le sort qu'ont connu d'autres formations politiques congolaises. Elle regrette qu'alors que certains cadres du parti, dont elle-même, s'efforcent à redynamiser cette formation politique, que le Palu subisse des sabotages. Mais, pour cette fille du patriarche Gizenga, le Palu ne va jamais subir le sort qu'ont connu d'autres partis.

Dorothee Gizenga croit, en effet, dur comme fer que le Palu ne va jamais disparaître avec la mort de son secrétaire général, son feu père, le patriarche Gizenga, et de celui qui avait assumé son intérim, avant l'organisation du congrès attendu pour assurer sa succession, feu son frère Luigi Gizenga. « Il ne faut pas qu'ils pensent que le Palu va suivre le même processus que d'autres partis politiques. Le moment est fort. Ne lâchez pas. Ne vous découragez pas. Aux jeunes, nous demandons de nous accompagner alors qu'aux doyens, je sollicite la sagesse afin de continuer sur le bon chemin », a-t-elle lancé aux cadres et militants de cette formation politique qui croient en elle.

Retraçant toutes les péripéties initiées par les uns et les autres pour le remplacement du feu le patriarche Gizenga, à la tête du Palu, après la mort de Luigi Gizenga, qui assurait l'intérim du secrétaire général, Dorothee Gizenga persiste et signe que seul le congrès peut doter le parti d'un autre secrétaire général, en remplacement du patriarche décédé. Mais, pour elle, ces assises doivent être uniques et consensuelles.

Lucien Dianzenza

« J'ai été nommée coordonnatrice du comité d'organisation du congrès parce que j'ai été cadre de ce parti dans lequel j'ai été admise depuis 1980. Je suis une femme intelligente. J'ai grandi dans les convictions du parti. Je n'irai nulle part. Je reste ici, quelles que soient les calomnies. J'ai la poigne et la force »

## CONSULTATIONS

# FCC-Cach, les signaux de la rupture se précisent

Les anciens candidats à la présidentielle de 2018 étaient à l'honneur, le 5 novembre, au Palais de la nation. Ils ont été reçus par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, dans le cadre des consultations des forces politiques et sociales qu'il a initiées aux fins d'aboutir à la création d'une union sacrée de la nation.

Chacune de ces personnalités était porteuse d'un mémorandum qu'il a présenté, séance tenante, au chef de l'Etat, après en avoir exposé la substance. D'après Kin Kiey Mulumba qui revendique son appartenance au Cach, le chef de l'Etat a pris le temps d'écouter religieusement ses différents interlocuteurs qui, a-t-il dit, adhèrent à son discours et veulent qu'il y ait un grand changement dans le pays.

S'interrogeant à haute voix sur l'origine de la crise institutionnelle actuelle, sous les feux des caméras et des projecteurs, le leader du Parti pour l'action a, sans ambages, affirmé que la tenue des élections de 2018 est la principale

cause. « Une élection n'est légitime que si elle apporte la paix », a-t-il affirmé. Contrairement à la présidentielle qui s'est déroulée sans anicroche, ce leader du Grand Bandundu soutient le fait qu'il y ait eu des choses inacceptables aux législatives. « On est parti du fait qu'un président de la République a gagné les élections et s'est retrouvé face à une majorité parlementaire quelconque fabriquée », a-t-il laissé entendre. Dans ces conditions, a-t-il fait savoir, la crise était dès lors prévisible. Se réservant de livrer à la presse le contenu des recommandations faites à l'autorité suprême à titre d'alternative à la crise, Kin Kiey Mulumba renvoie les uns et les autres à

la synthèse qui résulterait des présentes consultations.

Marie José Ifoku a, quant à elle, révélé que la démarche du chef de l'Etat rejoint sa vision de la « congolisation » telle que traduite dans une pétition qu'elle avait initiée en son temps, sous forme de consultations du souverain primaire afin de lui permettre de s'exprimer sur les enjeux de l'heure. Il en découle que le peuple ne veut plus de la coalition FCC-Cach, a-t-elle indiqué tout en pressant le chef de l'Etat de nommer un informateur afin de baliser la voie à l'avènement d'un nouvel exécutif national. Elle a, par ailleurs, exhorté le peuple congolais à signer massivement la fameuse pétition en

exprimant clairement sa volonté de changement.

Seth Kikuni, pour sa part, a invité le chef de l'Etat à prendre une décision qui soit conforme à la Constitution et préserve la stabilité à l'intérieur du pays avec une emphase particulière sur l'amélioration de l'environnement socioéconomique.

Noël Tshiani, quant à lui, a stigmatisé le côté contreproductif de la coalition FCC-Cach qui, en deux années d'exercice, n'a pas réussi à changer la vie des Congolais. Dans une coalition écartelée entre ceux qui veulent la réussite du quinquennat de Félix Tshisekedi et ceux qui œuvrent pour son échec, il propose son Plan Marshall comme une solution

alternative. Tout en adhérant à la création d'une union sacrée de la nation, il estime que l'heure est venue de sortir de la coalition FCC-Cach qui, dans son entendement, n'existe plus et de mettre en place « un cadre beaucoup plus inclusif pour que tout le monde participe à l'effort du développement ».

Le chef de l'Etat, a-t-il dit, a plusieurs options sur sa table dont la possibilité de désigner un informateur dans la perspective de réunir autour de lui une nouvelle majorité parlementaire. Dans la pire des hypothèses, la dissolution de l'Assemblée nationale constitue une piste non négligeable, a-t-il indiqué.

Alain Diasso

## ETUDE N-MODA

## Un baromètre pour améliorer les conditions de vie de l'enfant

L'étude, qui porte sur la pauvreté multidimensionnelle de l'enfant en RDC, était dernièrement au centre d'un atelier résidentiel à Kisantu dans la province du Kongo-central grâce à l'appui de l'Unicef.



Une catégorie d'enfants privés de leur droit à la protection

Pour bien mener la recherche, un bureau d'étude a été sélectionné pour outiller les cadres congolais qui s'occupent des questions de l'enfant. Selon Chris de Neubourg et Aminata Traore dans leur présentation power point sur l'étude de la pauvreté de l'enfant, manuel méthodologique, ils ont souligné que le Moda est un outil d'analyse des privations multidimensionnelles de l'enfant développé en 2012 par le Bureau de recherche d'Unicef à Florence, avec le soutien de la Division des politiques et stratégies de New York. Le Moda, indiquent-ils, fait partie des efforts de l'Unicef pour générer des données de qualité sur la pauvreté des enfants et les disparités entre les enfants en s'appuyant sur des études et des contributions antérieures, notamment l'étude mondiale de l'Unicef sur la pauvreté et les disparités des enfants, l'indice de pauvreté multidimensionnelle de l'OPHI, et bien d'autres recherches menées dans le domaine de la pauvreté multidimensionnelle.

L'outil Moda se fonde sur l'approche holistique de l'enfant dans la mesure où elle prend en compte les diverses facettes de son bien-être. Elle est caractérisée par les éléments ci-après : l'enfant est l'unité d'analyse au lieu du ménage, les multiples aspects de la vie des enfants sont placés simultanément au cœur de l'analyse, l'enfant est pris en compte dans son intégralité... Outre l'approche holistique de l'enfant, le Moda s'appuie aussi sur l'approche cycle de vie pour définir les stades de l'enfance.

L'approche cycle de vie se justifie, explique Chris, par le fait que les besoins de l'enfant évoluent à mesure qu'ils grandissent. « Un nourrisson de six mois n'aura pas les mêmes besoins qu'une adolescente de 16 ans. L'accès aux services sanitaires tels que vaccination, accouchement accompagné, suivi pré- et post-natal sera central pour le premier tandis que l'éducation, en plus de la santé, est pertinente pour l'adolescente », précise-t-il.

En outre, il y a lieu de souligner que l'approche du cycle de vie permet donc de prendre en considération des groupes d'âge distincts. Cela reflète les différences entre la période de la petite enfance, celle correspondant à l'âge de la scolarisation de base et celle de l'adolescence. « Les indicateurs sélectionnés pour chacun de ces groupes d'âge sont liés aux besoins spécifiques à chaque groupe », martèle-t-il.

L'outil Moda permet de produire plusieurs types d'analyses qui permettent d'identifier les enfants privés et non privés, les dimensions de bien-être dans lesquelles les enfants sont privés, de calculer le nombre de privations subies par chaque enfant, d'examiner les privations simultanées, d'estimer des indices de privation multidimensionnelle et d'étudier le chevauchement entre diverses approches pour mesurer la pauvreté de l'enfant aussi bien monétaire que multidimensionnelle.

Blandine Lusimana

## BRUXELLES

## Constitution d'un groupe de travail pour décoloniser l'espace public

Le groupe, composé de seize membres, notamment d'origine congolaise, est chargé de proposer des éléments de réflexion quant à l'attitude à prendre par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur les symboles coloniaux, dans le cadre de ses compétences.

Le groupe a été créé dans le cadre du débat sur la présence de symboles coloniaux dans l'espace public de la Région de Bruxelles-Capitale sur initiative de Pascal Smet, secrétaire d'État à la région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur, de la lutte contre l'incendie et de l'aide médicale urgente. « Il y a régulièrement des discussions sur la question: faut-il oui ou non retirer les symboles coloniaux de notre espace public. Avec mes collègues du gouvernement bruxellois, nous voulons maintenant nous faire conseiller. Comment faire face à cette période coloniale qui revient sans cesse dans nos rues, nos statues ou par autres références ? Est-ce qu'on l'enlève, on le contextualise ou on fait quelque chose de complètement différent ? Par exemple, plaçons-nous un mémorial pour la décolonisation de Bruxelles ? Il y a beaucoup de questions », a déclaré Pascal Smet dans un communiqué.

### Rédaction d'un rapport final

La tâche du groupe de travail, explique-t-on, est de formuler un avis sur la décolonisation de l'espace public sous la forme d'un rapport final. Il consistera en des fiches, des mesures concrètes et un plan d'action pouvant être mis en œuvre à court et à long terme. « Le gouvernement bruxellois attend le rapport final à la fin de 2021 et prendra en compte les recommandations avant d'agir sur la décolonisation de l'espace public. Il sera également tenu compte d'autres initiatives au niveau fédéral et local », fait savoir Urban. Brussels, le service public qui soutient le développement territorial de toute la région bruxelloise de manière durable en matière d'urbanisme, de patrimoine culturel et de revitalisation urbaine. La première réunion du groupe est prévue, en visioconférence, à

la mi-novembre. Ce rapport devra proposer des mesures concrètes et un plan d'action qui pourra être mis en œuvre à court et à long terme.

### Personnalités du monde académique et associatif

Selon Urban.Brussels, Le groupe de travail, composé de personnalités des mondes académiques et associatifs, concentrera son travail sur la base d'un regard patrimonial, dans ses différentes dimensions. Une attention particulière sera portée aux différentes valeurs véhiculées par le patrimoine (mémoire, sociale, historique, esthétique, etc.). Le groupe de travail devra notamment répondre aux points suivants : proposer des éléments de réflexion quant à l'attitude à prendre par le gouvernement concernant des demandes de permis d'urbanisme et de dénomination des voiries visant les symboles des migrations ou de la colonisation dans l'espace public ; proposer des éléments de réflexion quant à l'attitude à prendre par le gouvernement concernant la contextualisation du patrimoine mobilier visant les symboles des migrations ou de la colonisation dans l'espace public et la restitution des restes humains issus de la période coloniale étant du ressort du patrimoine mobilier d'intérêt régional ; analyser l'opportunité d'un mémorial de la décolonisation.

Par ailleurs, fait-on savoir, le groupe de travail apportera sa contribution aux éventuels autres groupes de travail et cadres de réflexion institutionnalisés portant sur la décolonisation, le racisme, le travail de mémoire et de réconciliation. « Le groupe de travail pourra ainsi partager ses réflexions en matière de patrimoine et d'espace public au groupe de travail fédéral », indique-t-on.

Patrick Ndongidi

## ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE PILOTE DE MALUKU

## Les trois objectifs-clés de l'aménageur Strategos Group

Il y a la mise en place des infrastructures, la fourniture des équipements ainsi que l'exploitation et la gestion avec une note de promotion de la zone et la commercialisation de droit d'occupation des différents terrains aménagés auprès des opérateurs économiques. Le coût de la mise en œuvre du contrat est de cent vingt-six millions de dollars américains.

L'érection de la Zone pilote de Maluku est l'un des grands défis du gouvernement pour relancer l'industrialisation et renouer avec la croissance économique. Après le recrutement de l'aménageur, en l'occurrence la firme Strategos, le Premier ministre, Sylvestre Ilunga, a participé le 4 novembre à la cérémonie du ministère de l'Industrie marquant le démarrage de la phase opérationnelle du projet. Née du décret 12/021 du 16 juillet 2012, la Zone économique spéciale (ZES) de Maluku est un projet pilote qui s'étend sur une superficie de 244 hectares situés en plein cœur de la zone industrielle de Kinshasa. A titre

informatif, cette zone industrielle couvre 885 hectares et plusieurs provinces voisines de Kinshasa, en l'occurrence le Maindombe, le Kwilu, le Kwango et le Kongo central. Le choix de la ZES de Maluku n'est pas le fruit du hasard car la zone se trouve d'abord à proximité de la capitale RD-congolaise, un marché de plus de 12 millions d'habitants. En outre, il y a aussi les bonnes connexions de transport nationales et internationales, sans oublier la proximité du fleuve Congo qui rend possible l'évacuation de grands tonnages. Les études de faisabilité disponibles ont avancé un coût estimatif de 170 millions de dollars améri-

cains (Source Anapi). Dans la zone pilote, il est question de développer quelques filières industrielles, dont l'agro-industrie, les matériaux de construction, les emballages et la transformation métallurgique. Les autorités RD-congolaises se disent ainsi prêtes à transformer localement les produits appelés à être labellisés avant toute exportation. Grâce à ce projet, il serait possible de créer plus de 3500 emplois.

Le 4 novembre, le projet pilote de Maluku est entré enfin dans sa phase active avec l'entrée en jeu d'un aménageur à l'issue d'un processus compétitif. Strategos, c'est de lui qu'il s'agit, devient

officiellement le partenaire privé du gouvernement. Par ses activités, la firme devra attirer des investisseurs privés sur la ZES, aménager les infrastructures physiques et fournir les services mutualisables dans un espace foncier sécurisé de 211 hectares. Cet espace bénéficie déjà d'un cadre légal attractif et des procédures administratives simplifiées.

En cette journée du mercredi, le Premier ministre et d'autres officiels, dont les membres du gouvernement national et les députés nationaux, ont effectué une descente à Maluku pour participer à la cérémonie assez faste de remise du contrat

d'aménagement et du PV de remise officielle au représentant de la firme Strategos. Dans ce contrat, l'on découvre par exemple que l'aménageur sélectionné devra disposer de 126 millions de dollars américains dont 25 millions représentant l'apport de la RDC pour faire le travail attendu de lui. Après des années de préparation, le pays est entré dans la phase opérationnelle du programme de création des ZES. Quelques mois auparavant, il y avait eu la signature du décret accordant les avantages fiscaux et parafiscaux aux occupants de cette ZES.

Laurent Essolomwa

## CAN 2022/ÉLIMINATOIRES

## Christian N'sengi convoque 24 présélectionnés et 8 réservistes contre l'Angola

Pour les deux rencontres de la troisième et quatrième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations repoussées à 2022 au Cameroun, le sélectionneur des Léopards a fait appel à vingt-quatre présélectionnés et huit réservistes dont un bon nombre était au stage de la sélection au Maroc en octobre 2020.

Le sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), Christian N'sengi Biembe, a rendu public, le 4 novembre, une liste des vingt-quatre joueurs en vue de la double confrontation aux Palancas Negras d'Angola pour le compte de la troisième et quatrième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations reportée en 2022 au Cameroun. En plus de vingt-quatre joueurs, Christian N'sengi a joué à la prudence avec huit joueurs retenus comme réservistes au cas où certains joueurs ne pourront être butés aux contraintes sanitaires dues à la pandémie de covid-19.

Ils sont donc au total trente-deux joueurs présélectionnés, car avant la date du match, vingt-trois joueurs seulement seront retenus pour ces deux rencontres contre l'Angola. Une bonne partie d'entre ces joueurs était présente au stage de la sélection au Maroc assorti de deux matchs amicaux contre le Burkina Faso (perdu zéro but à trois) et le Maroc (un but partout). Mais



Les Léopards au stage de préparation au Maroc

l'on doit signaler l'absence du défenseur central Marcel Tisserand de Fenerbahce en Turquie sur cette liste, lui qui était présent au stade à El Jaidida et à Rabat au Maroc.

#### Vingt-quatre retenus et huit réservistes...

Les vingt-quatre joueurs présélectionnés sont donc les gardiens de but Joël Kiassumbua (FC Servette/ Suisse), Timothy-Bruce Fayulu (FC

Sion/ Suisse) et Jackson Lunanga (Maniema Union/RDC) ; les défenseurs Djos Issama Mpeko (Mazembe/RDC), Gédéon Kalulu (AC Ajaccio/L2 France), Christian Luyindama (Galatasaray/Turquie), Chancel Mbemba Mangulu (Porto/Portugal), Beaudrick Bobo Ungenda (Primeiro do Agosto/Angola), Fabrice Nsakala (Besiktas/Turquie), Glo dy Ngonda Muzinga (Dijon/L1 France), Arthur Masuaku

(West Ham/Angleterre) et Fabrice Ngoma Luamba (Raja de Casablanca/Maroc).

Les milieux de terrain convoqués sont Samuel Moutoussamy (Fortuna Sittard/Pays-Bas), Yannick Bangala Litombo (FAR Rabat/Maroc), Merveille Bope Bokadi (Standard de Liège/Belgique), Omenuke Mfulu (Elche CF/Espagne), Neeskens Kebano (Fulham/Angleterre), Gael Kakuta (Lens/L1 France) et

Paul-José Mpoku (Al-Wahda/Emirats Arabes Unis). Nsengi Biembe compte sur les attaquants Jordan Botaka (La Gantoise/Belgique), Yoane Wissa (Lorient/France), Benik Afobe (Tranzonspor/Turquie), Cédric Bakambu (Beijing Guoan/Chine) et Joël Beya (Mazembe/RDC).

Les joueurs appelés comme réserves sont Djuma Shabani (V.Club/ RDC), Edo Kayembe (KAS Eupen/Belgique), Jordan Nkololo (Riga/Lettonie), Karim Kimvuidi Ntikubuka (DCMP/ RDC), Jonathan Ifunga Ifaso (Difaa Hassani d'El Jadida/Maroc), Joël Ngandu Kayamba (Viktoria Plzen/République Tchèque), Nicke Kabamba (Kilmarnock/Ecosse) et Dark Kabangu (DCMP/ RDC). Notons-le, les Léopards accueilleront les Palancas Negras, le samedi 14 novembre au stade des Martyrs, à partir de 20h locales, avant d'être reçus le 17 novembre au stade du 11 Novembre de Luanda en Angola à 17h locales.

Martin Engimo

## LINAFOOT/LIGUE 1

## Bazano accroche V.Club, DCMP soumet Lubumbashi Sport et Blessing bat Renaissance

La septième journée de la 26e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) s'est ouverte, le 4 novembre, avec quelques matchs.

La sensation de cette septième journée est venue du stade Dominique Diur de Kolwezi dans la province du Luluaba avec le coup d'éclat du club local et nouveau promu en Ligue 1 congolaise, le FC Blessing. Cette formation a mis à terre le FC Renaissance du Congo de Kinshasa par deux buts à zéro. Guelord Mosese (61e minute) et Mamadou Nkongolo (72e minute) ont été les deux buteurs des Benis. C'est la deuxième victoire de ce club après le succès sur Dauphin Noir. Blessing, doit-on souligner, n'a pas encore enregistré la moindre défaite, ayant tenu en échec Mazembe, V.Club, Daring Club Motema Pembe et Sanga Balende. Ce club de Kolwezi occupe actuellement la quatrième position avec 11 points en sept matchs et joue son prochain match, le 7 novembre, au stade des Martyrs à Kinshasa contre l'AC Rangers. Battu, le FC Renaissance du Congo compte douze points et affrontera Lubumbashi Sport au prochain match.



Le FC Blessing de Kolwezi victorieux de Renaissance

Favori avant le coup d'envoi, l'AS V.Club a cependant été accroché au stade TP Mazembe de Lubumbashi par la Jeunesse sportive Groupe Bazano par zéro but partout. Dominateurs, les Dauphins Noirs de Kinshasa ont très souvent butés sur le gardien de but Siadi Baggio de Bazano, décisif sur la ligne. Alors que V.Club se contente d'un petit point, JS Groupe Bazano Bazano pour

sa part met un stop à une série de défaites. En attendant son prochain match contre Racing Club de Kinshasa (RCK) le 10 novembre, V.Club a désormais un total de treize points. Bazano compte quatre points et joue contre Daring Club Motema Pembe à Lubumbashi le 10 novembre.

Notons aussi la victoire à l'arrachée du DCMP face à Lubumbashi Sport par deux buts à

un, le 4 novembre, au stade TP Mazembe de Lubumbashi. L'attaquant Dark Kabangu, qui figure sur la liste des réservistes des Léopards de la RDC en prévision du match contre les Palancas Negras d'Angola dans le cadre des éliminatoires de la CAN Cameroun 2022, a inscrit son sixième but de la saison à la 37e minute pour les Immaculés de Kinshasa. Ben Mwanamuna a égalisé pour les

Kamikazes de Lubumbashi à la 65e minute. Mais le défenseur central Ikoyo Iyembe a offert la victoire au DCMP à la 68e minute, reprenant de la tête un corner de l'Ivoirien Junior Abou Koné. Avec ce succès, DCMP a à son actif dix points. Lubumbashi Sport est bon dernier du championnat avec zéro point engrangé.

M.E.



DCMP bourreau de L'Shi Sport

## FOOTBALL-TANSFERTS

## Munganga au Mas de Fès, premier entraînement de Jacques Maghoma à East Bengal

Munganga change de club mais reste au Maroc, Maghoma s'entraîne pour la première fois avec ses nouveaux coéquipiers à East Bengal en Inde.

Le milieu international congolais Nelson Munganga Omba s'est officiellement engagé avec Mas de Fès au Maroc pour deux saisons, après son départ de Mouloudia Oujda où il a été pourtant le joueur le plus utilisé. L'ancien milieu défensif de V.Club, parti monnayé son talent au Maroc, a même porté le brassard de capitaine de Mouloudia Oujda comme il l'avait porté dans V.Club. Il a disputé vingt-neuf matchs sur trente de la saison, ne loupant qu'un match lors de la défaite de son équipe face à Renaissance de Berkane (zéro but à un). Mais pour des raisons jusque-là non élucidées, il y a eu rupture de contrat avec Mouloudia Oujda, de même avec son ancien coéquipier dans V.Club et dans Mouloudia Oujda, Padou Bompunga. Mais la prestation de Munganga dans le championnat marocain a attiré des attentions déjà au niveau local. Il n'a donc pas tardé à trouver un point de chute, en



Nelson Munganga

signant au Mas de Fès.

Ayant récemment signé à SC East Bengal en Inde, Jacques Maghoma s'est entraîné pour la première fois avec ses nouveaux coéquipiers. En fait, il devrait d'abord passer sa période d'isolement de quatorze jours dans le cadre des restrictions sanitaires dues à la covid-19. Formé à Tottenham en Angleterre, le joueur de 32 ans a rejoint le championnat indien de football, dé-

couvrant du reste un nouveau football. «Je suis absolument ravi de commencer mon nouveau chapitre avec le SC East Bengal. Je n'ai entendu que de bonnes choses à propos du club qui a 100 ans, et j'ai hâte d'enfiler le maillot rouge et or et de prendre le terrain dans le Super Indian League... Je connais aussi la base de fans du SC East Bengal et je suis tellement impatient de m'engager avec eux et de leur re-

mercier de la confiance qu'ils ont en nous... Comme toujours, je ferai tout mon possible pour eux », déclarait le milieu international congolais sur les réseaux sociaux lors de sa signature. Il était sans club depuis son départ de Birmingham City en mai 2020, lui qui avait fait ses débuts en Championship (D2 anglaise) en 2006. Il va apporter son expérience à East Bengal.

Martin Engimo



Jacques Maghoma

## BOXE

## Junior Makabu défend sa ceinture mondiale Golden version WBC en décembre à Kinshasa



Junior Ilunga Makabu

Détenteur de la ceinture mondiale des lourds-légers Gold version de la World boxing Council (WBC), depuis le 31 janvier dernier, en battant le Polonais Michal Cieslak à Kinshasa en présence du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, le Congolais Junior Ilunga Makabu prépare actuellement la défense volontaire de sa cou-

ronne en décembre 2020 à Kinshasa. Pour ce faire, il affûte ses armes en Roumanie. Son adversaire, apprend-on sans d'autres détails, est un Américain.

Au pays, on n'a pas encore commencé à préparer ce combat en termes de promotion et la préparation de la bourse de l'adversaire, a alerté Godefroid Muamba, président de

l'Entente de boxe de Kinshasa/Sud, au cours d'une conférence de presse. En Roumanie, Junior Ilunga Makabu se mesure avec des sparring partenaires afin de se mettre déjà dans l'ambiance de l'affrontement. Le rendez-vous est donc pris pour le mois de décembre prochain à Kinshasa.

.M.E.

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la  
**LIBRAIRIE LES MANGUIERS** LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.







Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:  
Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

## SOUDAN

## Les acteurs s'emploient à lever les obstacles pour une négociation globale

Les négociations se poursuivent actuellement avec d'autres mouvements rebelles du Darfour non signataires de l'accord de Juba du 3 octobre dernier. Il s'agit principalement du Mouvement populaire de libération du Soudan Nord que dirige Abdelaziz al-Hilu et du Mouvement de libération du Soudan d'Abdelwahid el-Nour.

Si Khartoum et le Front révolutionnaire de libération, une alliance de cinq groupes armés et quatre mouvements politiques issus du Darfour, des Etats méridionaux du Kordofan-Sud et du Nil Bleu, sont parvenus à un accord historique, il faut noter que beaucoup reste encore à faire pour que Khartoum s'entende avec les absents de Juba. Cela est d'autant vrai malgré le fait que les

dirigeants soudanais ont réussi à signer un accord de « cessation des hostilités » avec le Mouvement populaire de libération du Soudan d'Abdelaziz al-Hilu, l'un des deux derniers groupes rebelles - avec le Mouvement de Libération du Soudan d'Abdelwahid Nour - ayant refusé à ce stade de se joindre à l'accord de Juba.

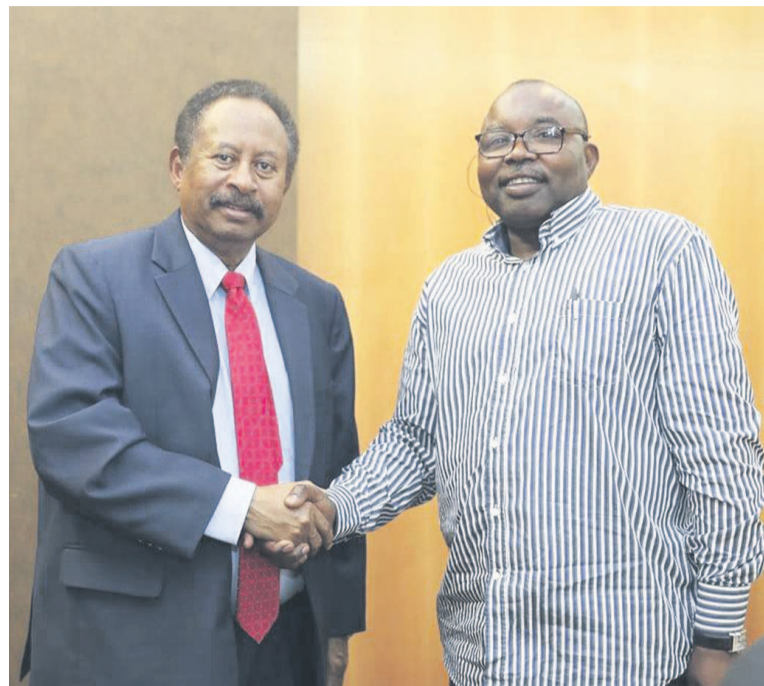
Dans le but d'asseoir la paix dans l'ensemble du pays, le gouverne-

ment soudanais cherche maintenant à trouver un terrain d'entente avec Abdelaziz al-Hilu, avec qui des discussions sont déjà bien engagées, mais aussi avec Abdelwahid el-Nour qui reste toujours réfractaire.

Khartoum ne cesse ces derniers temps de réitérer sa détermination à parvenir à un règlement définitif de la situation en Darfour. Ce vœu exprimé par le Premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, est partagé par le chef de la mission conjointe ONU-UA au Darfour, le Sud-Africain Jeremiah Mamabolo, au nom du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi que par les chancelleries occidentales, selon lesquelles « un accord de paix partiel serait précaire ».

Selon des sources proches de la médiation, des discussions formelles ont commencé fin octobre. Une source diplomatique signale aussi que les parties concernées travaillent présentement sur l'établissement d'un mécanisme visant à lever les obstacles pour une négociation globale.

En attendant d'en savoir davantage, les observateurs avancent que Abdelwahid Nour est l'obstacle principal parce qu'il refuse toujours toute discussion avec Khartoum, au motif que « la situation sur le terrain n'a pas changé ».



Le Premier Ministre soudanais et le chef rebelle Abdelwahid el-Nour

« Ce qui le met en difficulté dans ses propres rangs, où les signes de dissidence se sont multipliés ces derniers mois », déplore-t-on.

Notons que l'accord de Juba, qui consacre le retour à la paix au soudan et met officiellement fin à dix-sept ans de guerre, prévoit le démantèlement des mouvements armés et leur intégration dans les forces régulières soudanaises. Il aborde des questions aussi variées que la sécurité, la propriété foncière, la justice transitionnelle,

les réparations et compensations, le développement du secteur nomade et pastoral, le partage des richesses et du pouvoir, ainsi que le retour des réfugiés et des déplacés. En ce qui concerne les mouvements armés, le texte stipule qu'ils devront à terme être démantelés et que leurs combattants devront rejoindre l'armée régulière, qui sera réorganisée pour être représentative de toutes les composantes du peuple soudanais.

Nestor N'Gampoula

## LIBYE

## L'ONU se félicite « des progrès » enregistrés au début des pourparlers

Les délégations militaires des deux camps rivaux libyens ont entamé, le 2 novembre, des discussions à Ghadamès, dans le sud-ouest de la Libye, sur l'application de l'accord de cessez-le-feu signé récemment.

C'est la première fois qu'une session de la commission militaire conjointe se tient en Libye, pays englué dans une crise politique, depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi. Pour l'ONU, les deux parties ont réalisé d'ores et déjà « beaucoup de progrès ».

« Beaucoup de progrès ont été réalisés aujourd'hui », a déclaré, au premier jour des pourparlers, la cheffe par intérim de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), Stephanie Williams, qui chapeaute la rencontre. « Le courage et la détermination de ces officiers sont ce dont votre classe politique a besoin », a-t-elle lancé en conférence de presse. « Il ne s'agit plus du comité 5+5 maintenant, on peut désormais parler d'un « comité des dix », s'est réjouie Stephanie Williams.

« Les officiers ont assumé leurs responsabilités. Nous verrons si les participants au dialogue politique à Tunis feront preuve du même niveau de patriotisme, de détermination et de courage », a-t-elle précisé. A partir du 9 novembre, un forum du dialogue politique réunira en Tunisie des personnalités libyennes de tous bords en vue d'un règlement en Libye.

Ce pays d'Afrique du Nord est déchiré entre deux pouvoirs rivaux : le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et le camp du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'est soutenu par une partie du Parlement élu et son président, Aguila Saleh.

Les pourparlers de Ghadamès interviennent après des réunions à Genève ayant débouché sur la signature, le 23 octobre, sous l'égide de l'ONU, d'un accord de cessez-le-feu permanent avec « effet immédiat ».

Yvette Reine Nzaba

## CENTRAFRIQUE

## La Minusca fait le point de sa mission

En attendant le renouvellement de son mandat qui interviendra en mi-novembre, la mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a fait le point, le 4 novembre, sur ce qu'elle a déjà accompli et sur les objectifs.

La représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations unies, Denise Brown a assuré l'engagement de la mission, notamment au côté des femmes qui représentent plus de 46% des personnes enregistrées sur les listes électorales. « Oui il y a eu des difficultés, ça c'est vrai. On est dans un pays où l'on sort d'une période très difficile. La Force et Unpol vont faire le travail et on va s'assurer que les gens qui sont sur la liste électorale vont pouvoir voter. Et vraiment j'insiste parce que ce n'est pas rien qu'il y ait autant de femmes qui soient sorties pour aller se faire enrôler », a expliqué Denise Brown.

En effet, le pays connaît une sécurité précaire, puisqu'il est encore sous le contrôle des groupes armés, où les violations de l'accord de paix sont courantes et où l'efficacité de la mission onusienne est régulièrement questionnée.

« Il y a des sanctions, des arrestations et des listes de sanctions. Il y a différentes actions qui ont été prises et on va continuer d'assurer notre mandat qui est de chercher à protéger tous les citoyens de ce pays et de collaborer avec l'État dans cette dissolution des groupes armés », a expliqué la représentante spéciale adjointe du secrétaire général des Nations unies, Lizbeth Cullity.

La division électorale de la mission est passée de trois à soixante-onze personnes. Depuis le début du processus, plus de cent vols spéciaux ont été effectués, cent-vingt tonnes de matériel électoral acheminé, cinq mille sept cent vingt-trois agents recenseurs transportés.

Sur le terrain, la Minusca dispose de douze mille cinq cents casques bleus pour participer à la sécurisation des élections. La Minusca affirme que deux mille cinq cents combattants ont été désarmés depuis décembre 2018 dont la moitié depuis le mois de juin. Dans un communiqué, le groupe armé UPC se dit être prêt à s'engager dans ce processus de désarmement.

La Minusca apporte un appui opérationnel, logistique. Mais elle est plus attendue sur le plan sécuritaire.

Y.R.Nz.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE

## AVIS DE PRE QUALIFICATION

La République du Congo et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé une Convention de financement pour la mise en œuvre du Projet Paysage Forestier Nord-Congo (PPFNC) du Ministère de l'Economie Forestière (MEF). Ce dernier a l'intention d'utiliser une partie de ces Fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de 4 véhicules tout terrain neufs ainsi qu'il suit :

- 1 véhicule station wagon de 9 places ;
- 2 véhicules station wagon de 7 places ;
- 1 pick-up double cabine

L'achat de ces véhicules sera fait en toute taxes comprises

Le détail des spécifications sera précisé dans les demandes de cotation

Le MEF invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour fournir lesdits véhicules

Seuls seront éligibles, les fournisseurs agréés par les fabricants des véhicules proposés et pouvant démontrer la capacité de fournir à Brazzaville un service après vente sérieux.

Les dossiers des fournisseurs devront être déposés au plus tard le 25(-gft) Novembre 2020 à 12 heures 30 minutes, heure locale à l'adresse ci-dessous sous enveloppe fermée sur laquelle il sera clairement indiqué « Préqualification véhicules PPFNC » : Ministère de l'Economie Forestière ; Direction des Etudes et de la Planification ; Palais des verts- 1<sup>er</sup> étage - face Hôpital Blanche Gomez - BP 98 Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le 05 Novembre 2020

La Ministre de l'Economie Forestière,  
Rosalie MATONDO



## SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins. En cas de choc ou de panne, le constat, le remorquage et la voiture de remplacement sont gratuits. Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE  
**05 053 58 58**

[www.sahamassurance.cn](http://www.sahamassurance.cn)



**SAHAM**  
Assurance

member of  Sanlam group



## JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

## Les Congolais invités à planter les arbres

À l'occasion de la 34<sup>e</sup> édition de la journée nationale de l'arbre, célébrée le 6 novembre de chaque année, les Congolais sont appelés à planter des espèces stabilisatrices des sols tels que le Bambou, le vétiver et le paspallum, dans le respect des gestes barrières.

L'objectif de cette journée est de contribuer efficacement à la lutte contre les érosions et les glissements de terrains, en vue d'améliorer la qualité de vie notamment dans grandes villes, victimes de ces catastrophes naturelles.

Les sites officiels retenus cette année sont : l'Université Denis-Sassou-N'Gusso de Kintélé et le village Olebe, à proximité d'Oyo, dans le département de la Cuvette. Dans d'autres départements, des sites sont retenus pour la cause.

« Nous lançons un vibrant appel aux autorités politico-administratives décentralisées et déconcentrées à créer chacune pour ce qui la concerne, les conditions permissives d'une mobilisation optimale des forces vives du pays », a indiqué la ministre l'Economie forestière, Rosalie Matondo, dans son message livré à l'occasion de ladite journée nationale, célébré sur

le thème : « Continuons de planter les arbres pour lutter contre les érosions et les glissements de terrains, malgré la Covid-19. »

Selon la ministre de tutelle, le thème de cette année traduit la volonté des pouvoirs publics de créer une dynamique autour d'une problématique cruciale qui perturbe la sérénité des compatriotes établis dans les zones réputées sensibles aux érosions et autres phénomènes naturels, tels que les glissements des sols « *Lutter contre les érosions est une question de survie pour tous* », a-t-elle souligné.

Signalons que pour permettre à chaque citoyen de respecter les dispositions légales relatives au planting d'arbres, le ministère de l'Economie fores-



Un citoyen plantant un arbre

tière a pris, depuis quelques années, certaines initiatives telles que la promotion d'une campagne de planting par les institutions de la République,

ce qui a permis de valoriser une importante partie de la réserve foncière de Mingali-Bambou où pousse désormais une forêt artificielle.

Dans le même élan, la foire aux plants a été instituée, depuis quatre ans, afin de permettre à chaque Congolais d'accéder facilement à un point d'approvisionnement en plants divers. Ouverte, depuis le 2 octobre, la foire aux plants prendra fin le 30 novembre prochain.

Lopelle Mboussa Gassia

« **Lutter contre les érosions est une question de survie pour tous** »

## INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

## Des épaves de véhicules encombrant la route nationale n°1

Les carcasses des voitures hors d'usage, qui traînent le long de la route nationale, ont des conséquences négatives sur la circulation ainsi que sur l'état de la route elle-même.

« A certains endroits, il est difficile de stationner correctement à cause des épaves de véhicules abandonnées ici. Or, un mauvais stationnement peut provoquer des accidents », a expliqué, Richy Mouanda, un conducteur exerçant dans les moyens de transport en commun sur l'axe Pointe-Noire-Brazzaville.

Sur la route nationale n°1, en effet, il y a plusieurs carcasses de véhicules par endroits. Certaines épaves sont jetées dans des caniveaux, aux abords de la chaussée. Ce qui peut endommager l'infrastructure en commençant par compliquer l'écoulement des eaux pendant la pluie.

« Dans un délai très raccourci, il faut que ces carcasses de véhicules soient dégagées », ordonnait le Premier ministre, Clément Mouamba, lors d'une visite de contrôle sur l'entretien de la route, en septembre 2019, qui lui permettait en même temps de s'assurer de l'effec-



Des épaves de véhicules qui encombrant la route nationale

tivité du paiement des tarifs de péage.

A cette époque, il y avait plus

d'épaves dans le Mayombe, sur d'autres localités le long du département du Kouilou. Aujourd'hui, le constat s'étend de la nationale. Visiblement, l'instruction donnée par le

chef du gouvernement est restée lettre morte, puisque ces épaves y sont toujours.

Il faut souligner que le long de la route nationale n°1, il y a des équipes d'entretien qui sont permanemment à pied d'œuvre traitant les fissures sur les talus, sur la chaussée, fixant solidement les garde-fous... tournant le dos aux épaves de véhicules qui, sans nul doute, nécessitent plus de moyens pour les enlever, les transporter dans une zone où elles peuvent être recyclées pour la fabrication d'autres outils métalliques.

En dehors de la route nationale, d'autres voies publiques, dans certaines villes du pays, principalement Brazzaville et Pointe-Noire, sont jonchées de carcasses de véhicules. Les autorités municipales ont, à plusieurs reprises, pris la décision de les déguerpir. Jusque-là, il n'est pas rare de voir ces vestiges encombrer les voies publiques rendant ainsi difficile la circulation.

Rominique Makaya

« **A certains endroits, il est difficile de stationner correctement à cause des épaves de véhicules abandonnées ici. Or, un mauvais stationnement peut provoquer des accidents** »

## ZONE CÉMAC

## Incertitude sur la tenue de la table ronde pour le financement d'infrastructures

Prévu les 16 et 17 novembre à Paris, en France, l'évènement vise à mobiliser des investisseurs européens autour des projets intégrateurs et de développement de l'Afrique centrale. Mais la flambée de pandémie du coronavirus en Europe risque de compliquer le déplacement des participants, surtout des bailleurs de fonds.

À dix jours de l'ouverture de la table ronde pour le financement d'infrastructures en Afrique centrale, les organisateurs font face à une incertitude liée à la pandémie du coronavirus et aux mesures restrictives adoptées en Europe. Le Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (PREF-CEMAC) ne s'est pas exprimé sur un éventuel report de la rencontre, encore moins sur son format présentiel ou en visioconférence.

Cet évènement est important pour les pays membres de la zone en quête d'investisseurs étrangers. De douze projets au départ pour un coût estimé à 2820 milliards FCFA, le Comité de pilotage du PREF-CEMAC a réduit ces projets à onze en juillet dernier, après avoir notamment jumelé le projet de la route Mbaiki-Benja-Bekoninga, à la frontière tchado-centrafricaine, avec celui du corridor Brazzaville-Ouessou-Bangui-N'Djamena devant relier le Congo, la Centrafrique et le Tchad. Estimée à 1,7 milliard de dollars, soit environ 955,4 milliards de FCFA, la route bitumée Ouessou-Bangui-N'Djamena est un maillon du corridor transafricain Pointe-Noire-Brazzaville-Bangui-N'Djamena, lequel fait partie du réseau du premier programme prioritaire



Les membres du PREF-CEMAC lors d'une session à Brazzaville/Adiac

du plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale. Elle comprendra plus de 1310km de corridor, 25,17 km de pénétrantes et 49,07 km de voiries, grâce au bitumage des tronçons de route en terre Ouessou-Bétou (Congo), Bétou-Mbaiki, et Bossembélé-Mbaikoro (RCA-Tchad), ainsi que la réhabilitation des tronçons de routes bitumées Mbaiki-Bangui et Bangui-Bossembélé

(RCA). Les dirigeants veulent à terme accroître les échanges économiques inter-États, l'accès direct aux ports de Pointe-Noire où pourront transiter les marchandises en provenance et à destination de la Centrafrique et du Tchad, la mise en valeur des ressources naturelles et des richesses minières de la région d'Afrique centrale, le désenclavement de certaines

zones inaccessibles et la réduction de la pauvreté.

Outre ce projet, il y a aussi la construction du pont Kribi-Campo-Bata reliant le Cameroun et la Guinée Équatoriale ; du port sec de Beloko sur le corridor Douala-Bangui ; du port sec de Dolisie sur le corridor Gabon-Congo ; d'une ligne d'interconnexion des réseaux électriques Cameroun - Tchad ; du barrage hydroélectrique de Chollet entre le Cameroun, le Congo, la RCA et le Gabon.

« L'objectif de la table ronde est de mobiliser à défaut de la totalité, une bonne partie des fonds destinés à la réalisation des projets de développement », a indiqué le Comité de pilotage constitué d'experts de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale, de la Banque des États de l'Afrique centrale, de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, de la Commission de la Cémac et du PREF-CEMAC.

**Fiacre Kombo**

## COVID-19

## Des produits congolais mis en vente

Plusieurs inventeurs, innovateurs et spécialistes en plantes médicinales présentent du 5 au 6 novembre à Brazzaville, les produits de leurs recherches à l'occasion des journées d'exposition vente des produits innovants congolais de lutte contre la Covid-19.

« Nous sommes des spécialistes en plantes médicinales qui faisons le nécessaire d'extraire les principes actifs des plantes pour en constituer des remèdes afin de soigner des personnes qui souffrent de plusieurs maux. Aujourd'hui, nous sommes à la foire de l'innovation. Nous avons mis en place plusieurs remèdes qui guérissent la Covid-19 parmi lesquels le C-Covid-19. KO qui signifie, Congo-Covid-19 qui guérit la pandémie en deux jours », a déclaré Emmena Koumou, un des spécialistes des plantes médicinales.

Organisée avec le concours du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans le pari de la recherche et de l'innovation en mobilisant ses ressources, l'exposition se veut être une réponse à la riposte contre la pandémie.

« La direction générale de l'innovation technologique, les inventeurs, les innovateurs



Une exposition des produits issus de la médecine traditionnelle/Adiac

et les spécialistes de la médecine traditionnelle se sont engagés aux côtés du gouvernement de la République du Congo pour amplifier et

implémenter les mesures barrières contre cette pandémie. Je les exhorte à mettre l'accent sur le développement afin de favoriser l'innovation tech-

nologique », a déclaré pour sa part le directeur général de l'innovation technologique, Aimé Bertrand Mabika, avant de souligner que ces jour-

nées serviront aussi d'espace d'échanges pour promouvoir le savoir local.

Ouvrant ces journées d'exposition vente des produits innovants congolais de lutte contre la Covid-19, le directeur de cabinet du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Jean Claude Boukounou, a, de son côté, souligné qu'après le salon de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle tenu récemment à Brazzaville, on peut noter que le Congo compte des innovateurs qui ne restent pas moins mobilisés et le génie congolais est en train de sortir de son hibernation.

« Il n'est plus à démontrer que le pays regorge des personnes créatives et pleines d'inventivité. L'organisation de ces journées issues de l'inventivité congolaise constitue un signal fort pour magnifier la recherche et l'innovation technologique », a-t-il conclu.

**Jean Jacques Koumba**

## MALI

## Des soldats français de la force Barkhane se sentent «humiliés»

**La libération par le nouveau gouvernement malien de 200 «djihadistes» contre 4 otages, il y a quelques semaines, a été vécue comme une humiliation par les soldats français de la force Barkhane.**

La libération de Sophie Pétronin, de l'opposant Soumaïla Cissé et de deux Italiens, suivie de la visite du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, à Bamako constitue une reconnaissance du nouveau pouvoir malien.

Pour les soldats français de la force Barkhane, il s'agit d'une humiliation. Ils considèrent que c'est la victoire du Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), implanté dans le nord du Mali, à la frontière algérienne.

#### La force Barkhane humiliée

Son chef, Iyad Ag-Ghali a fêté l'événement avec ses colistiers et posté la photo sur internet. Paris rappelle qu'il n'a pas pris part aux négociations qui ont abouti à cet échange asymétrique. A savoir, un otage pour 50 islamistes. Une version

contestée par certains «connaisseurs» du dossier. Le président français, Emmanuel Macron, en visite au Mali en juillet 2017, qualifiait le Gsim, de «terroristes, voyous et assassins», promettant de les éradiquer.

Pour le journaliste Seidik Abba, le canal de négociation, dont s'est servi le Mali, est «une hypothèse qu'il faut envisager», comme voie à des futures discussions avec les djihadistes. C'est une voie tracée par le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) avant d'être renversé. Une «dynamique créée par le constat que sur le plan militaire, le Mali, malgré l'aide de la communauté internationale, n'avait pas assez de coudées franches par rapport aux groupes djihadistes, explique Seidik Abba. La logique avec IBK, ou avec le nouveau pouvoir étant de «casser l'uni-

té des groupes djihadistes», constitués de «beaucoup de non-maliens [...] la dynamique du Mali, étant de récupérer ses fils égarés. De ce point de vue, le Gsim a favorablement répondu à l'offre de discussion des autorités maliennes».

#### Les revendications du GSIM

Parmi les revendications du Gsim, il y a l'instauration de la loi islamique, le départ des soldats de la force Barkhane. Des points focaux, que le nouveau gouvernement malien n'envisage pas de céder, du moins pour l'instant. Sachant que la transition politique, promise en 2022, ouvre la voie à une redistribution des cartes. Parmi les acteurs de la mutation politique, figure l'imam Mahmoud Dicko, l'éclaircisseur du mouvement de contestation populaire M5, qui a précédé le coup de force militaire du 18 août. Dans cette redistribution des cartes, la présence occidentale n'est pas évoquée.

Le journaliste Antoine Glaser, parle de

«realpolitik sahélienne de demain, d'une période post-coloniale complètement différente». Il rappelle que «l'islamisation, ne veut pas dire que tous ces groupes vont appliquer partout la Charia, mais au bout d'un moment, ça sera vraiment leur problème. Ce n'est pas un hasard si, dans les mouvements populaires ou la société civile, on voit l'importance de gens comme l'imam Dicko».

#### Une évolution malienne à l'afghane

L'on voit le rôle de la force Barkhane, réorienté vers la seule neutralisation des chefs djihadistes les plus récalcitrants liées au groupe Etat islamique, surtout non-maliens. Des experts s'interrogent sur une évolution de la situation à l'afghane, des négociations engagées par le pouvoir central avec certains djihadistes tandis qu'une puissance étrangère - la France - maintiendrait une pression militaire. «Finalement, l'évolution politique de cette région appartient aux pays

sahéliens», conclut Antoine Glaser.

«Ce n'est pas la France qui va dire comment ils vont vivre dans les prochaines années. Dans ce nouveau contexte, la tentation d'un désengagement de la France fait débat à Paris.»

Par ailleurs, une cinquantaine de djihadistes à moto appartenant à une katiba du groupe Ansarul Islam (proche de l'imam Dicko) ont été tués, le 30 octobre, par l'armée française au Mali, dans la zone dite des «trois frontières», près de la frontière avec le Burkina Faso, le 2 novembre, a annoncé le ministre des Armées, Florence Parly.

Des armes et du matériel ont également été saisis. «Le 30 octobre au Mali, la force Barkhane a conduit une opération qui a permis de neutraliser plus de 50 jihadistes, confisquant également des armes et du matériel», a-t-elle déclaré, à l'issue d'une rencontre avec les autorités de transition malienne dans le cadre d'un voyage au Niger et au Mali.

Noël Ndong

## PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT DE L'EXPERT EN GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET COMPTABLE DANS LE CADRE DES PROJETS FINANCES PAR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT NOTE D'INFORMATION

Date de publication	6 novembre 2020
Pays	Congo-Brazzaville
Agence d'exécution	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique/Cellule d'Exécution du Projet (CEP)
Nom du Projet	Projet d'Electrification Rurale au Congo (PERCO)
Numéro de Prêt	2100150028193
Nom de la Demande de Propositions (DDP)	Recrutement d'un Expert en gestion administrative, financière et comptable (EG AFC)
<b>Méthode de sélection</b>	<b>CI</b>
Date de publication de l'AMI	25 juin 2019 : Semaine Africaine n°3892 24 juin 2019 : Dépêches de Brazzaville n°3517
Date d'ouverture des candidatures	12 août 2019
Date d'ouverture des propositions financières :	10 octobre 2019
Date d'approbation par la Banque du projet de Contrat négocié	22 septembre 2020
<b>Nom de l'attributaire du Contrat</b>	<b>MABIALA Victor</b>
Nationalité	Congolaise
Adresse	40, avenue 5 février 1979, Diata, Tél. : 05 556 95 89 / 06 956 49 49 E-mail : victormabialamalaki@yahoo.fr Brazzaville – République du Congo
<b>Montant du Contrat (FCFA HT)</b>	<b>16 800 000</b>
Date de démarrage du Contrat	2 novembre 2020
Durée d'exécution du Contrat	14 mois
Synthèse de l'objet du Contrat	Sous l'autorité du Directeur de projet, l'Expert en Gestion Administrative, Financière et Comptable assurera la supervision des activités du projet relatives à la gestion administrative, financière et comptable dans un environnement informatisé. En collaboration avec l'assistant administratif et financier du projet ainsi que les autres membres de l'équipe du projet nommés par le Gouvernement, l'Expert assistera la CEP dans les tâches administratives, financière et comptable, tel que décrites dans les Termes de références.
<b>Nombre total de soumissionnaires</b>	<b>3</b>
<b>Soumissionnaire n°1</b>	<b>MABIALA Victor</b>
Nom	Congolaise
Nationalité	40, avenue 5 février 1979, Diata, Tél. : 05 556 95 89 / 06 956 49 49 -- E-mail : victormabialamalaki@yahoo.fr -- Brazzaville – République du Congo
Adresse	101,25
Note technique	1 200 000
Prix évalués (FCFA HT)	3,00
Note financière	104,25
Note finale obtenue	1 <sup>er</sup>
Classement	
<b>Soumissionnaire n°2</b>	<b>MAYEMBO Marie Félicie</b>
Nom	Congolaise
Nationalité	98, rue Konda, Ouenzé, E-mail : mayembo_mf@hotmail.com - Tél. : 06 665 74 19
Adresse	Skype : sanfrancisco4551 Brazzaville – République du Congo
Note technique	88,25
Prix évalués (FCFA HT)	2 000 000
Note financière	1,80
Note finale obtenue	90,05
Classement	2 <sup>e</sup>
<b>Soumissionnaire n°3</b>	<b>MAHOUCOUS Diop</b>
Nom	Congolaise
Nationalité	53, rue Ampère, Bacongo, Tél. : 05 300 92 05 -- E-mail : dimpartners.conseils@gmail.com -- Brazzaville – République du Congo
Adresse	80,50
Note technique	1 500 000
Prix évalués (FCFA HT)	2,40
Note financière	82,90
Note finale obtenue	3 <sup>e</sup>
Classement	

**Le Directeur de Projet,  
Rodolphe GOMBA.-**

**IN MEMORIAM**

8 novembre 1968 – 8 novembre 2020  
voici déjà 52 ans que le Seigneur, Tout-puissant, abien voulu rappeler auprès de lui, son Seigneur Edouard Ombetta.  
En ce jour anniversaire, les enfants Ombetta convies la famille de l'illustre disparu, les amis et connaissances à se joindre à eux dans la prière lors des messes d'action de grâce qui seront dites le dimanches 8 novembre en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé à 8 heures et en la Basilique Sainte-Anne.  
Rendons grâce à Dieu.



**REMERCIEMENTS**

L'honorable Fernand Sabaye exprime sa gratitude profonde à Son Excellence, Monsieur le président de la République, chef de l'Etat pour soutien multiforme apporté à l'occasion du décès de sa mère, Mme Motinguia Géneviève, survenu à Brazzaville le 25 septembre 2020.

Il exprime également sa reconnaissance :

- au vénérable président du Sénat ;
- à l'honorable président de l'Assemblée nationale ;
- au camarade Secrétaire général du Parti congolais du travail ;
- aux ministres ;
- aux parlementaires
- à la Direction politique nationale du PCT ;

-aux parents, amis et connaissances pour leurs présences et appuis au cours de cette triste et douloureuse épreuve.

Mme MotinguiaA Geneviève se repose, pour l'éternité, dans la paix du Seigneur, depuis le 11 octobre 2020 à Bétou dans le département de la Likouala selon ses dernières volontés.

Des messes d'action de grâce seront dites les samedi 7 et dimanche 8 novembre 2020 respectivement à 6 heures et 10 heures 30 en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé.

Un apéritif de fin de veillée sera offert le samedi 7 novembre 2020 à partir de 14 heures au domicile de l'Honorable Fernand Sabaye, sis dans les sans-fils Ouenzé Brazzaville.

**Fait à Brazzaville, le 4 novembre**  
**L'honorable Fernand Sabaye**



**PROGRAMME DES OBSÈQUES DE DANIEL OLOURA (KRIHOS)**

Arsène Gobali, agent des Dépêches de Brazzaville et la famille Oloura informent parents, amis et connaissances du décès le 20 octobre de leur père, oncle et beau-père Daniel Oloura (Krihos) chef du village de Mingali-Bambou dans le district d'Ignié.  
Le programme des obsèques se présente comme suit :

**Vendredi 6 novembre 2020**

9h00 : levée du corps à la morgue municipale du CHU ;

10h00 : départ pour le village Mingali-Bambou ;

**Samedi 7 novembre :**

14h00 : départ pour le cimetière familial ;

16h00 : fin de cérémonie.



**PROGRAMME DES OBSÈQUES DE MARC BOWAMBOKA**

La famille Bowamboka informe parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur fils, frère et oncle Marc Bowamboka ka (dit Marc Bowak de P10) se présente comme suit :

**Samedi 7 novembre**

9h00 : levée du corps à la morgue de l'hopital de Talangaï ;

11h00 : départ pour le cimetière Jérusalem ;

14h00 : retour au domicile familial ;

16h00 : fin de cérémonie.



**VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

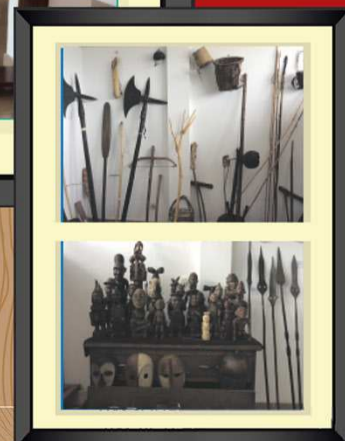
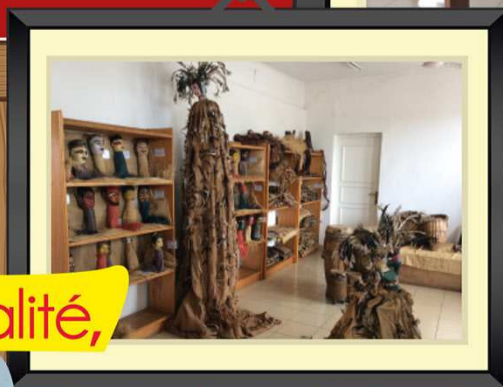
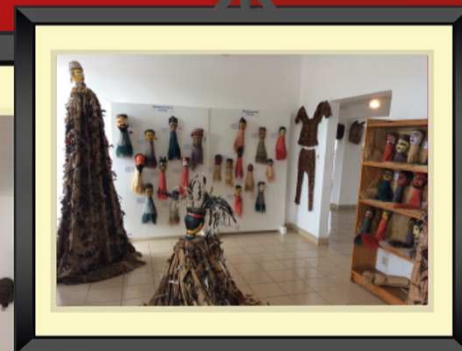
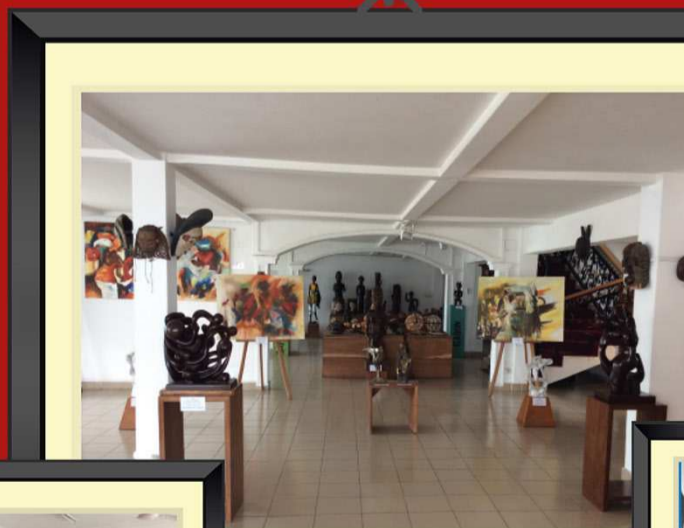
Expositions et projections

**SCULPTURES**      **PEINTURES**

**CÉRAMIQUES**      **MUSIQUE**

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso** immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**



## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter  
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

**ABONNEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**

SCANNEZ  
LE QR CODE

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

Enter votre adresse email

VALIDER

## AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

## Des chefs d'entreprises outillés sur le droit Ohada

Lancée le 2 novembre à la Chambre de commerce, la formation qui prendra fin le 7 du même mois permettra à une vingtaine de représentants des entreprises de la ville océane d'avoir une meilleure connaissance du droit Ohada.

«La connaissance du droit Ohada est un moyen de sécuriser les investissements». Ces mots mentionnés sur une grande affiche placée juste à l'entrée de la salle où se déroule la formation organisée par la Chambre consulaire de Pointe-Noire indiquent bien l'importance de cette activité pour les entreprises de la place. Selon les explications de Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre de commerce, cette formation est une réponse à un problème identifié. « On s'est rendu compte que les entrepreneurs n'avaient pas une parfaite connaissance du droit Ohada. Nous avons construit un parcours qui consiste à identifier ce que chaque entrepreneur doit savoir sur les différents actes uniformes pour leur permettre de savoir ce que prévoit l'Ohada sur tous les actes qu'ils posent », a-t-il dit.

Ce sont donc toutes les connaissances nécessaires par acte uniforme qui ont été identifiées qui font l'objet de cette formation qui se déroule en mode parcours. Pendant six jours, une vingtaine de représentants de Petites et



Les participants

moyennes entreprises vont renforcer leur connaissances sur l'environnement juridique des affaires. La formation porte sur la connaissance générale du droit Ohada et ces neuf actes uniformes (droit des sociétés

commerciales et GIE, arbitrage et médiation, recouvrement et voies d'exécution, sûretés...) qui font chacun l'objet d'un module. Un accent particulier est mis sur les actes les plus récents comme celui relatif aux transports des

marchandises. Les modules animés par des professionnels du droit ont été retenus en tenant compte des activités que mènent les entreprises tout au long de leur cycle de vie, donc de la création au développement.

La formation permettra une meilleure application des règles fixées par les actes uniformes de l'Ohada en vue de sécuriser les investissements des acteurs économiques. «Tous les actes posés par l'entreprise et régis par le droit Ohada sont passés en revue», a indiqué Sylvestre Didier Mavouenzela.

Ce dernier a invité les entrepreneurs intéressés par ce programme à contacter les Chambres de commerce de Brazzaville, Dolisie et Pointe-Noire pour participer à cette formation gratuite qui intègre le cadre de la deuxième composante axée sur l'amélioration du climat des affaires du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE II) subventionné par l'Union européenne. Au total, vingt sessions sur le droit Ohada sont prévues à Pointe-Noire, Brazzaville et Dolisie. La session qui se déroule actuellement est la troisième à être organisée dans ce cadre et la deuxième que Pointe-Noire abrite. La première a eu lieu à Brazzaville.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## AVIATION

## La Chine s'oppose fermement au plan américain de vente de drones à Taiwan

La Chine a exprimé mercredi sa ferme opposition au dernier plan approuvé par le Département d'Etat américain de vendre des drones MQ-9B à Taiwan, promettant des réactions légitimes et nécessaires pour sauvegarder la souveraineté nationale et les intérêts de sécurité.

La vente potentielle, d'une valeur de 600 millions de dollars, serait la première de ce type après que l'administration américaine a assoupli les restrictions à l'exportation des drones armés en juillet.

En réponse à une question des médias lors d'un point de presse, Wang Wenbin, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a indiqué que la position de la Chine sur la question des ventes d'armes par les Etats-Unis à Taiwan était «cohérente et claire».

Selon lui, les ventes d'armes par les

Etats-Unis à la région de Taiwan violent sévèrement le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints Chine-Etats-Unis, en particulier le communiqué du 17 août, constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Chine, portent gravement atteinte à la souveraineté et aux intérêts de sécurité de la Chine, envoient des signaux erronés aux forces séparatistes de l'indépendance de Taiwan et sapent gravement les relations sino-américaines, ainsi que la paix et la stabi-

lité à travers le détroit de Taiwan. «La Chine s'oppose fermement à de tels actes», a déclaré le porte-parole.

M. Wang a exhorté les Etats-Unis à rester attachés au principe d'une seule Chine et aux trois communiqués conjoints Chine-Etats-Unis, à cesser les ventes d'armes et les liens militaires avec la région de Taiwan, et à immédiatement annuler leur plan de vente d'armes pour éviter de nuire davantage aux relations sino-américaines, à la paix et à la stabilité à travers le détroit.

«La Chine prendra des mesures légitimes et nécessaires pour sauvegarder fermement sa souveraineté nationale et ses intérêts de sécurité», a ajouté le porte-parole.

## AFRIQUE

## La pandémie a véritablement perturbé la mise en œuvre de la Zleca

La pandémie de nouveau coronavirus a affecté dangereusement la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), a déploré mardi Sidie Mohammed Tunis, président du Parlement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

S'exprimant à l'occasion de l'ouverture à Cotonou (Bénin) de la rencontre des parlementaires de la CEDEAO sur le thème «Zleca : possibilité de réalisation dans un contexte de menaces transfrontalières (terrorisme et insécurité, pandémie et protectionnisme)», il a estimé qu'au-delà de son impact sur la santé humaine, la pandémie a perturbé une économie mondiale interconnectée.

«Depuis l'émergence de la pandémie, il y a eu une chute brutale des prix des produits de base, des recettes fiscales, des recettes en devises, des flux financiers étrangers, des restrictions de voyage, une baisse du tourisme et de l'hôtellerie», a déploré M. Tunis, regrettant aussi que les fermetures de frontières aient réduit les activités économiques à travers le continent.

La Zleca est un projet de zone de

libre-échange en cours de création sur l'ensemble du continent. Elle doit regrouper le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la CEDEAO, l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD).

Xinhua

## LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

## Une finale 100% égyptienne, une première dans l'histoire

La finale de la prestigieuse compétition des clubs qui se disputera, le 27 novembre, au stade Borg El Arabe d'Alexandrie sera 100% égyptienne. Elle opposera les deux équipes les plus titrées de la compétition : National Al Ahly du Caire qui lutte pour une neuvième consécration au Zamalek cinq fois vainqueur de la compétition

C'est pour la première fois que la finale oppose les deux clubs du même pays et d'une même ville. Le Zamalek a prolongé sa série de 14 matches d'invincibilité à domicile en Ligue des champions en s'imposant 3-1 le 4 novembre face au Raja de Casablanca avant de valider son ticket pour la finale. Le Raja croyait avoir fait le plus dur quand Ben Malango a ouvert le score à la 47e minute, permettant ainsi à son club de rattraper son retard du match aller. Mais dans les minutes qui suivaient, Ferjani Sassi (61e minute) a replacé le Zamalek devant sur l'ensemble des deux confrontations avant que Mostafa Mohamed ne signe un doublé respectivement à la 85e et 88e minute. Le Zamalek rejoint ainsi Al Ahly qui s'était qualifié le 27 octobre en battant Wydad de Casablanca 3-1 puis 2-0.

Les deux équipes ont, à elles seules, déjà gagné treize Ligues des champions. Al Ahly a remporté les ligues des champions de 1982, 1987, 2001, 2005, 2006, 2012 et 2013. Le Zamalek a été titré en 1984, 1986, 1993, 1996 et 2002. Les deux équipes ont eu les occasions de s'affronter dans cette compétition. Le 15 septembre 2013, Al Ahly avait dominé son adversaire 4-2 après un match 1-1 le 24 juillet. Le 16 septembre 2012, les deux équipes avaient fait jeu égal 1-1 alors que le National avait gagné le 22 juillet 1-0. En 2008, les deux équipes ont fait jeu égal 2-2 alors qu'Al Ahly avait gagné la première manche 2-1. Qui succédera donc à Espérance sportive de Tunis le 27 novembre ?

James Golden Eloué



## ATHLÉTISME

# La Fédération fixe les règles de jeu des élections

Les élections à la présidence de la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA) qui se tiendront le 20 novembre mettront aux prises Jean Baptiste Ossé, l'actuel président, à José Cyr Ebina.

« C'est une bonne chose parce que chaque compétition doit avoir un adversaire », a reconnu Jean Baptiste Ossé. La FCA, a-t-il assuré, s'active pour que les assemblées générales électives se déroulent dans de meilleures conditions. Selon le règlement, les convocations des assemblées générales ordinaire et élective doivent arriver quinze jours avant l'évènement. La FCA qui les a publiées le 19 octobre estime être largement en avance. Selon eux, les délégués recevront tous les documents y relatifs notamment les rapports moral, financier dès ce 5 novembre.

« La Fédération congolaise d'athlétisme est prête pour organiser les élections. Nous avons publié tous les textes. Nous avons la décision qui convoque le conseil fédéral qui va se tenir le 19 novembre matin. L'après-midi du 19, nous avons convoqué l'assemblée générale ordinaire qui va examiner les dossiers traités au conseil. Puis le 20 novembre, il n'y aura qu'un



Jean Baptiste Ossé, candidat à sa propre succession/Adiac

seul point à l'ordre du jour, les élections », a-t-il expliqué. Dans le souci de transparence, la FCA a déjà défini le corps électoral. Celui-ci est composé de vingt-et-un électeurs, notamment les douze ligues plus les huit clubs ainsi qu'une voix réservée à un membre de

la fédération qui siège dans les instances internationales comme la Confédération africaine d'athlétisme(CAA) ou la World athletics. « Il y a d'abord ce que nous appelons les grands électeurs qui sont les présidents des ligues. Ils sont douze... Les clubs viennent aux élections au

tiers. Cela veut dire que si une ligue a six clubs, elle n'enverra que deux clubs », a expliqué le président de la FCA.

En d'autres termes, Brazzaville qui compte douze clubs a droit à cinq électeurs, à savoir le président de la Ligue et les quatre clubs retenus qui sont Union, Etoile du Congo, Patronage et CAB. La Ligue et Union de Pointe-Noire et Tié Tié qui sont tirées au tiers des clubs seront les trois voix de Pointe-Noire. Les Ligues du Niari et de la Bouenza compteront chacune deux électeurs (La Ligue et FC Porto pour le Niari puis la Ligue et AC Loutété pour la Bouenza). Les autres ligues comme le Kouilou, la Lekoumou, le Pool, les Plateaux, la Cuvette, la Cuvette- Ouest, la Sangha et la Likouala n'auront qu'une seule voix chacune d'autant plus que seul le représentant de la Ligue qui n'est pas candidat à un quelconque poste votera.

« ... Tout président de la Ligue candidat, c'est son premier vice-président qui devient électeurs. C'est la

préséance qui est appliquée à ce niveau. Nous veillerons à cela. Si ce n'est appliqué, cela veut dire que cette voix ne participera pas. C'est le cas de Brazzaville, la Cuvette et la Sangha. Dans nos statuts et règlements, il est dit qu'un membre qui est dans les institutions de la CAA ou à World athletic du coup il a une voix. Au Congo, je suis premier vice-président de la région 3 Afrique centrale du coup, je siège au conseil de la CAA. Si je siège, je suis dans une organisation et j'ai une voix. Comme je suis candidat, je ne peux pas voter, je donne ma voix à un membre de la fédération qui n'est pas candidat » Le non-respect de la préséance, a indiqué la FCA, mettra beaucoup d'électeurs hors-jeu. « Si les présidents des Ligues par complaisance désignent un ami qui prend le mandat, il sera catégoriquement éliminé. Il n'entrera pas dans la salle », a souligné Jean Baptiste Ossé.

James Golden Eloué

## VIENT DE PARAÎTRE

## Fred Elenga Ondzé signe « L'écho des marigots, les larmes d'une existence »

Recueil de poèmes de 84 pages, publié le mois dernier aux éditions l'Harmattan, « L'écho des marigots, les larmes d'une existence » est un cri d'espoir et d'appel au changement, au regard des difficultés qu'endure l'humanité aujourd'hui.

Cet ouvrage est un ensemble de vers libres qui, sans être obnubilé par le panafricanisme et sans vouloir plonger les hommes dans un abandon ou une inquiétude, traduit des ressentis. Des injustices, douleurs et cris que l'on retrouve dans différentes sociétés. Ici, l'auteur se fait le porte-parole de la société dans laquelle il demeure, avec pour but de dénoncer tout ce qu'il observe, vit et en parallèle ce qui lui est rapporté.

Comme le souligne la préface du livre rédigée par Fidèle Biakoro, « L'écho des marigots est une interactivité entre l'homme et ses vécus au passé ou au quotidien. Le marigot dans ses silences et stagnations est un étang où l'eau s'écoule à travers les fentes d'un barrage perméable. L'écho qui y provient traduit les ressentis que vo-cifèrent les victimes qui s'y trouvent, quelques soient leur race et leur origine ».

Le décryptage de ce recueil de poèmes laisse apparaître plusieurs thématiques, à savoir l'amour pour la patrie, le souvenir et l'évocation des valeurs traditionnelles, le respect écologique, la place et le rôle de la femme dans le développement de la société, l'admiration des aînés et biens d'autres.

Dans son rôle d'être social et du critique ambulant, Fred Elenga Ondzé met à nu les différentes réalités qui bouillonnent dans les marigots, figure allégorique de toutes les sociétés du monde. Pour ce juriste de formation né en 1984 à Brazzaville, la littérature représente un moyen privilégié pour éduquer la société. En cela, il a opté pour un langage clair au rythme de la mélodie suave de sa plume, imprégnée de plusieurs sentiments qui s'imbriquent tels la mélancolie, la joie, la reconnaissance et l'espoir.

Merveille Atipo

## ARTS MARTIAUX

## Francis Ata fait acte de candidature à la présidence de la fédération de judo

Accompagné de quelques doyens, Francis Ata a procédé le 5 novembre à Brazzaville au dépôt de sa candidature à la présidence de la fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fecojuda).



Francis Ata entouré des grands maîtres et anciens de judo/Adiac

« Si aujourd'hui le judo est pratiqué au Congo, c'est parce que nous avons travaillé durement et dans l'unité. Nous faisons partie des premiers Diables rouges et aujourd'hui, nous sommes venus accompagner notre fils. Nous avons été délégués par le grand Me Makaya qui est en harmonie avec le projet de Me Francis Ata », a expliqué le grand Me Ngoma Moukoko.

Pour lui, Francis Ata est le candidat de l'unité, de la cohésion et du dynamisme au niveau de tous les judokas du Congo. Me Ngoma Moukoko a ainsi profité de l'occasion pour demander aux pratiquants de cet art martial de respecter les règles de leur discipline, les textes et décisions des institutions nationales.

Pour sa part, Me Mabilia, qui a fait le déplacement de Dolisie, s'est dit ému de voir les anciens judokas s'unir avec la génération actuelle afin de donner un nouveau souffle à ce sport qui peine à se développer à cause de la crise qui mine la Fecojuda depuis plusieurs années.

Notons que Francis Ata est un pratiquant et dirigeant de judo. Il est le président de l'association sportive Tosa Obika.

Rude Ngoma

